

Introduction

par Chantal CUISNIER,
porte-parole du Collectif anti-nucléaire Ouest (Can-Ouest)
pour la région Bretagne

St Lô, le 2 septembre 2017

Bonjour,

Avant de répondre aux questions, les porte-parole du Collectif anti-nucléaire Ouest aborderont lors de cette conférence les points suivants :

- moi-même, Chantal Cuisnier, porte-parole pour la Bretagne au sein du Can-Ouest, je vous retracerai en quelques mots la formation du Collectif.
- ensuite, Didier Anger, porte-parole pour la Basse-Normandie au sein du Can-Ouest fera un rappel sur les malfaçons des aciers du Creusot et de la cuve, des risques d'accident.
- Puis Martial Château, porte-parole pour la région des Pays de Loire au sein du Can-Ouest abordera les risques financiers de la filière nucléaire.
- Pour conclure, Sylvie Sauvage, porte-parole pour la Haute-Normandie vous dira pourquoi le Collectif appelle à manifester samedi 30 septembre à partir de 14h30, place de la mairie à St Lô, préfecture de la Manche.

A l'appel du CRILAN et du Collectif « Stop EPR ni à Penly ni ailleurs », les associations locales et organisations de Normandie, de Bretagne et des Pays de Loire se sont regroupées au sein du « Collectif Anti-Nucléaire Ouest » (CAN-Ouest) **depuis le 17 janvier 2015**, soit actuellement plus d'une vingtaine d'associations et organisations représentées dont la liste est ci-dessous*. Elles se sont mises d'accord sur le mot d'ordre :

Non à l'EPR

Non au rafistolage des réacteurs

Arrêt du nucléaire , énergie de destruction massive

Ce Collectif a organisé le grand rassemblement des 1er et 2 octobre 2016 à Flamanville et a réussi à mobiliser plus de 5000 marcheurs autour de ces objectifs : faire renoncer à la mise en service de l'EPR avec une cuve défectueuse ainsi qu'au rafistolage des réacteurs **arrivant ou dépassant les 30 ans d'âge** (période de fonctionnement prévue à leur conception) que ce soit à Flamanville, Paluel, Penly et ailleurs, et cela avant qu'une catastrophe n'arrive. Il a conscience d'être à une période charnière avec une industrie nucléaire en faillite, incapable de fabriquer correctement une cuve de réacteur nucléaire, élément-clé de sûreté.

**(CRILAN, Stop EPR ni à Penly ni ailleurs, SDN53 , SDN72, Plogoff Mémoire d'une lutte, Fédération anti-nucléaire Bretagne, SDN Cornouaille, Stop nucléaire 56 Trawalc'h, SDN Tregor, SDN Pays de St Malo, SDN Pays de Rennes, AE2D, SDN Pays nantais, le collectif Arts Terre Native, EELV Haute et Basse Normandie, Les Verts Coutançais, Confédération Paysanne Manche, Solidaires Manche, Gauche Alter 50, Parti de Gauche 50, Attac Ile et Vilaine), NPA50 avec le soutien de la Fondation Un Monde Par Tous, Greenpeace, Réseau Sortir du nucléaire, Cyberacteurs, Biocoop et Brin d'Avoine et de Noël Mamère et Isabelle Attard.*

Didier ANGER, CRILAN, porte-parole CAN-Ouest.

La mise en marche programmée d'un EPR à hauts risques cache un scandale d'ETAT !

La prochaine étape de la saga du réacteur EPR est l'autorisation que s'apprête à donner le Gouvernement, dans les semaines à venir, après avis de l'ASN, de la conformité de la cuve, pièce la plus importante en matière de sécurité d'un réacteur nucléaire.

Or, on le sait, cette cuve, **mal fabriquée par AREVA dans ses forges du Creusot**, présente des zones de concentrations en carbone qui la fragilise en cas de montées en pression et accentuent les risques d'accident nucléaire majeur. ¹:

La composition défectueuse aussi bien du couvercle que du fond, **était connue par AREVA**, responsable du site du Creusot, **depuis 2005**, et par l'ASN, chargée du contrôle des composants, et matériels des installations nucléaires. Cette dernière avait mis en garde AREVA **dès 2006**.²

Malgré cela, **les décisions se sont enchaînées** : **enquête publique en 2006 puis décret d'autorisation de construction du réacteur (DAC), promulgué le 10 avril 2007, pendant la Présidentielle.**

Rien ne devait se mettre en travers de la construction de l'EPR de Flamanville dans l'objectif d'en faire une vitrine commerciale et non de fournir les besoins en électricité du pays. (*Confirmé par la volonté de construire en souterrain et sous marin une ligne de 320 000 volts du Cotentin vers EXETER et le DEVON anglais.*)

Dès sa réception, EDF s'est empressée **de sceller la cuve**, rendant cette installation irréversible et le 31/12/2015, **l'Etat a autorisé par décret la possibilité de déroger aux lois et règlements en matière d'installations nucléaires sous pression.**

Au cours de cet été 2017, après expertises des aciers (par, entre autres, AREVA, juge et partie), l'ASN a rendu un premier avis étonnant : « *Mise en marche accompagnée de contrôles réguliers du fond de cuve et remplacement du couvercle avant 2024.* »

Ce qui se veut **un compromis (!)** sert à faire illusion mais n'a pas de sens :

-ou bien la cuve fragilisée est sans danger et nécessite nullement ce remplacement,

-ou bien, elle comporte des dangers réels et il faut arrêter le processus de mise en marche !

La meilleure façon de gérer les risques à venir, c'est de les prévenir et non de tenter de faire une fois qu'ils sont effectifs.

Comment en est-on arrivé-là ?

L'industrie nucléaire, en France, dans une économie de plus en plus libérale est un exemple de capitalisme d'Etat. Depuis la création du CEA, en 1945, par de Gaulle et le parti communiste français, **l'Etat nucléaire concentre tous les pouvoirs** :

-politique (civil et militaire)

-industriel (AREVA-EDF-ANDRA)

-Contrôle des installations (ASN) dont la direction est nommée par l'Etat.

C'est l'Etat qui commet le déni de démocratie et méprise les potentielles victimes d'un accident majeur. C'est contre l'Etat qu'il nous faut nous mobiliser.

¹ Secrets d'info, Sylvain Tronchet, France inter:

Cuve de l'EPR de Flamanville : l'incroyable légèreté d'Areva et EDF (+++)

²par JF Victor, PDG de UIGM en 2003, devenu Creusot-Mécanique le 31 juillet 2003

<http://www.agoravox.fr/actualites/environnement/article/epr-le-risque-d-un-scandale-d-etat-195953>

Martial CHATEAU, porte-parole CAN-OUEST région Pays de Loire

Le nucléaire et AREVA : le tonneau percé des Danaïdes

Depuis plusieurs années la situation financière d'AREVA est catastrophique, entre 15 et 20 milliards d'Euros de pertes en raison d'opérations très douteuses, affaire URAMIN (pertes de 2 milliards), chantier de l'EPR finlandais d'Olkiluoto, rachat de Creusot Forge le fabricant du couvercle et du fond de cuve de l'EPR de Flamanville, mine d'Imouraren au Niger...

Emmanuel Macron, lorsqu'il était ministre de l'industrie, a concocté un plan de sauvetage financier d'AREVA. Ce plan fait éclaté le groupe en trois entités Areva SA, NewCo, AREVA NP et une suppression de 4000 emplois. La Commission Européenne a accepté ce plan à condition que la cuve de l'EPR de Flamanville soit déclarée bonne pour le service.

Le 12 juillet 2017, quelques jours après l'avis provisoire de l'ASN qualifiant la cuve, le gouvernement a injecté 2 milliards d'Euros au capital d'AREVA SA structure de défaisance des actifs pourris de l'ancien AREVA (principalement l'EPR finlandais).

Fin juillet l'Etat recapitalise pour 2,5 Milliards le nouveau AREVA (NewCo) qui conserve la filière « rentable » du combustible.

AREVA NP (construction de réacteurs) est repris par EDF qui pour cette opération va aussi bénéficier d'une recapitalisation de 2 milliards d'Euros.

Ce mécano financier du « sauvetage » d'AREVA ne serait-il pas la raison principale de l'avis de l'ASN qualifiant la cuve de l'EPR ? Une pression démesurée reposait alors sur l'ASN : allait-elle prendre le risque de faire tomber toute la filière nucléaire en refusant son accord ?

Au lieu de reconnaître la situation catastrophique de l'industrie du nucléaire et de préparer sa sortie, le gouvernement poursuit une politique de fuite en avant particulièrement dangereuse pour la sûreté et les dépenses publiques.

- Poursuite des chantiers des EPR à Olkiluoto et à Flamanville
- Projet des deux EPR à Hinkley Point à 22,3 milliards et déjà un dépassement de 1,5 milliard annoncé.
- Rafistolage de centrales en fin de vie (100 milliards d'Euros selon la Cour des Comptes)
- Gestion des déchets radioactifs avec un projet CIGEO aussi dangereux que coûteux (35 milliards selon l'ANDRA)
- Démantèlement des centrales chiffré de manière optimiste à 75 milliards par EDF dont la dette dépasse déjà les 37 milliards.
- Modernisation de l'arsenal nucléaire (3,9 milliards en 2017)

Cessons d'alimenter ce puits sans fond. Arrêtons de porter à bout de bras une filière moribonde. Sortons vite du nucléaire civil et militaire

Martial CHATEAU

Sylvie SAUVAGE, STOP EPR ni à Penly ni ailleurs, porte-parole du CAN -Ouest

Le choix du lieu de la manifestation du 30 septembre 2017 : Saint-Lô

L'état français a toujours appliqué au nucléaire une gestion d'exception, voir la loi de transition énergétique de 2015 et les différents décrets ou arrêtés de dérogation, une gestion ignorant totalement les risques de cette industrie, une gestion basée sur le secret dû à l'origine militaire du nucléaire, une gestion méprisant le peuple et ses avis.

Or, le représentant constitutionnel de l'état à hauteur d'un département est le préfet chargé de la mise en œuvre des politiques gouvernementales.

C'est à l'état que nous nous adresserons le 30 septembre en appelant à manifester à Saint-Lô, siège de la préfecture du département de la Manche.